



## Texte intégral du Discours d'investiture du Président Bachar al-Assad

Par [DR Bachar al-Assad](#)

Mondialisation.ca, 19 juillet 2014

[Sana](#)

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Honorables Syriens, honorable peuple libre et révolutionnaire, il y a maintenant trois ans et quatre mois que certains ont décrété en votre nom : « le peuple exige ! ». OUI... le peuple a exigé, le peuple a décidé, et le peuple a exécuté !

Citoyens syriens, mes frères et sœurs, voilà des années que certains crient après la liberté, mais voici que vous vous êtes révélés « libres » en une époque de suivisme et « souverains » en une époque de complaisance servile.

Ils ont surenchéri sur la démocratie, mais vous l'avez exercée de la manière la plus noble qui soit. Vous avez refusé qu'un étranger ne se mêle de diriger la patrie. Vous avez choisi votre Constitution, votre Parlement, et votre Président, de telle sorte que la décision est vôtre et que la démocratie est de votre fait.

Ils n'ont fait que dire « le peuple syrien est un », mais vous vous êtes dressés face à leur ouragan de discorde et avez empêché les vents de la partition d'atteindre vos cœurs et vos esprits, prouvant en cela que vous êtes réellement un seul peuple qui bat d'un seul cœur.

Ils ont hurlé qu'ils ne s'agenouilleraient que devant Dieu, mais vous n'avez ni plié, ni abandonné, ni abdiqué, devant « leurs maîtres ». Bien au contraire, vous êtes restés attachés à votre patrie et avez résisté en gardant votre foi en un Dieu unique qui n'a rien à voir avec les puissances étrangères, le pétrole, ou les dollars... Et lorsqu'ils ont crié « Allahou Akbar » [Dieu est le plus grand], Dieu s'est effectivement révélé plus grand qu'eux et plus grand que ceux qui les soutiennent, car Dieu est du côté du juste et la justice est du côté du peuple.

Des années ont passé où ils ont disposé de la parole alors que vous leur répondiez par des actes. Ils se sont noyés dans l'illusion, vous avez fabriqué la réalité. Ils ont voulu faire croire à une « révolution », vous avez été les véritables révolutionnaires. Alors, félicitations à vous, à votre Révolution, et à votre victoire.

Félicitations à la Syrie à laquelle vous avez prouvé votre appartenance.

Félicitations à la Syrie en tant que peuple qui a bravé toutes les formes d'hégémonie et d'agressions par tous les moyens physique, intellectuel et patriote à sa disposition. Certains ont pu se battre l'arme à la main, d'autres ont travaillé à transmettre une parole de vérité, et d'autres ont résisté dans leur cœur et sont restés sur place malgré les pires menaces.

Félicitations à ce peuple qui a défié toutes les peurs et toutes les terreurs en participant au référendum puis aux élections, un droit que vous avez exercé sous le feu de l'ennemi et qui a déjoué l'ensemble de ses commanditaires, de ses agents et de ses instruments. Un peuple dont la fermeté a modifié toutes les données. Un peuple qui a fait qu'aujourd'hui les circonstances et les faits sont autres. Certains ont modifié leurs positions, d'autres ont reculé, des appellations ont disparu, des alliances se sont rompues, des coalitions se sont divisées, des conseils se sont dispersés... Et la boussole s'est remise à indiquer la bonne direction à ceux qui ne la voyaient plus par ignorance ou par aveuglement.

Les masques sont tombés pour montrer la terrible laideur de ceux qui prétendaient œuvrer pour la liberté et la révolution pour mieux planter leurs crocs dans le corps syrien, semant mort et destruction, dévorant cœur et foie humains, égorgeant et décapitant... Ils n'ont laissé aucun procédé dévoyé et hideux sans l'utiliser. Mais ils ont échoué !

Ils n'ont pas réussi à vous convaincre qu'ils se souciaient des intérêts du peuple et de ses droits. Ils n'ont pas réussi à vous amener à croire que vous aviez besoin de tuteurs pour gérer vos affaires et celles de votre pays. Finalement, ils ont définitivement échoué à laver vos esprits et à briser votre volonté.

Vous avez défié cet ouragan de discorde torse nu. Vous vous êtes dressés telle une lance face à la trahison. Alors, l'univers a entendu vos voix malgré toutes les tentatives de brouillage et d'étouffements. Vous avez dit, haut et fort, une vérité qu'ils se sont efforcés d'escamoter, d'assassiner et d'enterrer et vous avez obligé le monde à la voir telle qu'elle est. Une vérité qui est apparue pour démolir, en quelques heures, des empires politiques, pétroliers et médiatiques. Oui... ces quelques heures, où vous vous êtes rassemblés pour exprimer votre opinion et votre ferme volonté, ont suffi à gommer les falsifications et le terrorisme moral et psychologique qui s'acharne sur la Syrie depuis des années.

Ces dernières élections ne relevaient pas d'une simple procédure politique comme c'est le cas partout dans le monde. Il s'agissait d'une véritable bataille pour la réussite de laquelle ont été menées toutes les autres, car pour les ennemis de la patrie elle était l'argument espéré pour délégitimer l'État, prétendre que le peuple syrien est faible, divisé, incapable de s'autodéterminer, puis justifier une intervention étrangère sous divers prétextes.

Alors que pour nous, en tant que citoyens, ces élections signifiaient notre véritable appartenance à la patrie, beaucoup plus que ne le ferait une simple carte d'identité, ou un passeport. C'était notre bataille pour défendre la souveraineté, la légitimité, la volonté nationale et la dignité de notre peuple, tout comme le référendum fut en faveur de cette même souveraineté face à toutes les formes de terrorisme. Peu nous importait qui allait gagner ou perdre, mais quels seront les déçus.

L'important est que par votre vote vous ayez déchu les terroristes, les agents syriens qui leur ont servi de couverture, leurs maîtres d'œuvre et inféodés, et donc l'ensemble des États petits ou grands : ceux qui décident, dictent et ordonnent et ceux qui s'inclinent et exécutent.

Vous avez été plus loin encore en éliminant les arrivistes qui ont profité de la crise aux dépens d'autrui, ceux qui se sont distanciés en attendant de voir de quel côté pencherait la balance des forces en présence, ceux qui se sont prononcés contre la volonté du peuple en boycottant ces élections ou bien en appelant à les boycotter, voire à les reporter, se rangeant ainsi du côté des ennemis du peuple.

Quant au vote « réel ou symbolique » des Syriens à l'étranger, la machinerie médiatique hostile - qui s'est évertuée depuis des années à prétendre que tout Syrien en dehors du pays se dresse contre la patrie et l'État - a reçu une gifle retentissante de la part des expatriés et des réfugiés, lesquels ont dit leur mot et ont surpris le monde. Ce faisant, ils ont confirmé le patriotisme des Syriens et leur acharnement à défendre leur propre indépendance et la souveraineté de leur pays. Ils se sont précipités massivement vers les urnes, certains en dépit de leurs souffrances morales et/ou physiques, d'autres en risquant la perte de leurs moyens de subsistance en dépit de leurs nécessités et des menaces en cas de participation.

S'ils ont été terrorisés à l'idée de voir un Syrien voter pour son candidat, c'est bien parce qu'ils ont compris qu'il ne s'agissait pas d'une simple élection, mais de la défense de l'unité, de la souveraineté et de la dignité d'une patrie. C'est la raison pour laquelle ils ont interdit les élections dans leur pays et dans les pays arabes subordonnés. C'est l'hypocrisie de l'Occident ! Ils ont prétendu défendre un peuple qu'ils ont empêché de s'exprimer à partir du moment où ils ont compris qu'il se prononcera contre leurs désirs et leurs intérêts. Malgré cela, nous les remercions, parce que par leur ignorance et leur inconscience, ils ont renforcé la détermination des Syriens et la légitimité de ces élections, au lieu de les remettre en cause comme ils le croyaient.

Par ces élections, les Syriens d'au-delà nos frontières ont signifié qu'ils sont restés syriens en leur cœur et en leur âme, confirmant ainsi que la principale raison de l'exode des citoyens est le terrorisme et la brutale sauvagerie des groupes armés ; ce que nous avons dit dès le tout début. Comment croire, lorsqu'on est sain d'esprit, qu'un citoyen agressé par son État, au point de fuir sa terre, en arrive à le soutenir avec autant d'enthousiasme et de défi ? Comment se peut-il qu'un citoyen haineux de son État, comme certains le prétendent, soit en mesure de lui témoigner une telle solidarité au lieu de le poignarder dans le dos comme ils l'ont espéré ?

À tous ceux-là j'adresse mes salutations et ma reconnaissance, en leur assurant que je suis désormais plus optimiste quant au retour d'une situation favorable qui permettra le rapatriement de tous les citoyens loyaux et précieux à la patrie, et plus confiant quant au fait qu'ils seront les premiers à revenir dès que les raisons qui les ont forcés à quitter auront disparu pour soutenir leur patrie.

Chers citoyens, vous avez prouvé à travers votre histoire que vous êtes un peuple que ne craint pas les défis quel que soit l'adversaire. Vous avez fait échouer les détracteurs. Vous avez démontré leur superficialité ainsi que leur ignorance. Leurs centres d'études mettront des années à chercher des explications satisfaisantes à leurs erreurs et à leurs mauvaises estimations et décisions durant toute cette période. Mais ils ne trouveront pas les réponses parce qu'ils se sont habitués aux larbins et ont toujours compté sur les valets. Ils n'ont connu, ni n'ont appréhendé ou traité avec d'honnêtes patriotes. Ils sont donc plus enclins à raisonner en termes de soumission, de prosternement, de dépendance, et sont incapables de saisir notre sens de l'honneur, de la souveraineté et de la liberté.

Celui qui cherche à prévoir le comportement et les réactions d'un peuple de vieille tradition, devrait disposer d'une même profondeur historique et civilisationnelle pour comprendre où résident sa solidité et sa résistance, qualités qui se manifestent clairement lors des grandes crises et à la faveur d'étapes historiques décisives. Aujourd'hui, vous êtes les mieux placés pour enseigner à ces inféodés serviles de notre région arabe les concepts de souveraineté, de détermination, de défi et de dignité qu'ils ignorent. Vous êtes les mieux placés pour leur

donner des leçons de démocratie et leur enseigner comment les peuples participent aux décisions et aux destins des nations. À vous de leur faire découvrir ce qu'ils n'ont jamais connu des élections, de la liberté, des droits, de l'État, et de la civilisation, car ils ne sont familiers que de l'oppression, de l'extrémisme, de la soumission, de l'humiliation, et de l'exportation du terrorisme.

Pour beaucoup de Syriens, ces élections présidentielles ont été comme autant de projectiles lancés contre les terroristes et ceux qui sont derrière eux, avant de terminer leur parcours dans les urnes électorales, lesquelles ont démontré que tous les discours des empires de la politique, du pétrole et des médias, ressassés pendant des années, ne peuvent tenir plus que quelques heures face à la volonté d'un peuple uni, libre et honnête ; et aussi, que tous les terroristes et leurs coalisés ne valent pas grand-chose et ne nous en imposent pas. Certes, ils peuvent nous infliger des dommages et des dégâts, mais ils ne peuvent gagner. Ils peuvent nous menacer, mais ils ne peuvent nous faire peur.

Ici, je tiens à rendre hommage au Dr. Hassan Al-Nouri et à M. Maher Hajar. En se portant candidats aux élections présidentielles, ils ont témoigné de l'esprit civilisé des Syriens dans la pratique de la démocratie, le respect des droits du citoyen, et de la Constitution, garante première de l'unité de la nation et de sa stabilité. Je leur rends hommage, abstraction faite du vainqueur, car ce fut la victoire du peuple et, par conséquent, une victoire pour la patrie.

Je salue aussi chaque citoyen qui s'est dirigé vers les bureaux de vote, malgré les tirs de mortier, les snipers, et toutes sortes de menaces. Je salue cette femme majestueuse qui s'est tenue, dès cinq heures du matin, en face de l'un de ces bureaux, présentant la photo de son fils martyr et clamant qu'elle était venue voter en son propre nom et au nom de tous ceux qui sont tombés pour la patrie. Je salue ce soldat héroïque condamné au fauteuil roulant mais déterminé à voter malgré ses blessures, comme je salue cette femme plus que centenaire qui a fait fi du poids des années pour faire de même.

Je salue tout un peuple qui a porté à bout de bras ses souffrances, ses espoirs et ses ambitions pour faire entendre sa voix au monde. C'est ainsi qu'il a remporté sa victoire. Une victoire qui n'aurait jamais pu être sans le sang des martyrs et le sang des blessés, sans la résistance de leurs familles qui ont dominé leurs douleurs. Sans eux, nous n'aurions pas pu protéger la Constitution, la Loi, les Institutions et, par conséquent, la Souveraineté de la Syrie. Ils nous ont appris le sens du sacrifice, du courage, et de la ténacité. C'est d'eux que nous tirons notre force, et c'est grâce à leur grandeur et à leur héroïsme que la patrie a tenu bon. Ils ont cerné nos frontières de leur sang et, par la force de leur détermination et de leurs exploits, ils nous ont réunis autour de la même espérance. L'État n'épargnera aucun effort pour compenser leur absence, autant que faire se peut, auprès de leurs familles et de leurs enfants.

Mesdames et Messieurs, la guerre menée contre le peuple syrien est une « sale guerre ». Mais, en dépit de l'injustice et des souffrances qui ont frappé chaque foyer de ce pays, et malgré tout le sang versé et toutes les destructions, ce peuple a refusé de se soumettre. Ceci, car nous sommes un peuple à qui la dureté des circonstances confère plus de détermination, chez qui les pressions engendrent plus de défi, et qui fait face aux tentatives d'humiliation par encore plus de dignité, de fierté et de confiance en soi. Aujourd'hui, nous voici regarder l'avenir avec encore plus de détermination, car il appartient au peuple et à personne d'autre.

Notre pays a subi les assauts des envahisseurs depuis l'aube de l'Histoire, il y a des milliers

d'années. Les colons français l'ont quitté il y a près de sept décennies. Mais la Syrie est toujours vivante, capable de résister, de construire, et de renaître à la vie à partir de cette matrice douloureuse. C'est ce qui témoigne de la grandeur d'un peuple, de son Histoire et de sa Culture. Un pays ne se définit pas uniquement par sa surface, sa démographie, ses finances ou son pétrole. Un pays est d'abord une civilisation, une culture, et un peuple conscient de son « rôle historique », de sa souveraineté, et de la nécessité de relever les défis du présent pour construire l'avenir.

Et c'est justement à cause de ce rôle que la Syrie est ciblée. L'agression qu'elle subit ne vise pas des personnes ou des gouvernements, comme certains ont pu le croire initialement, mais vise les fondations mêmes de la patrie, son rôle, et le mode de pensée de ses citoyens pour les convertir, à terme, en un troupeau piloté à distance et occupé par des conflits sans fin pour des générations et des générations, afin de les détourner de leurs ambitions nationales et de leur volonté de prospérité, avec tout ce que cela signifie pour la société et pour l'État.

Non... cette agression n'avait pas pour but de libérer le peuple, comme on en a convaincu les crédules, car les moindres aspects négatifs d'un pays arabe les ravissent pour pousser encore plus loin son sous-développement et sa dépendance à leur égard. Les preuves en sont leurs alliances avec les pays arabes les plus rétrogrades, les plus corrompus et les plus répressifs à l'encontre de leurs peuples. En ce qui nous concerne, ils n'ont pas ciblé nos lacunes, mais notre souveraineté nationale, notre identité, et notre appartenance à l'arabité. Ils ont ciblé le vrai Islam, le christianisme authentique, et notre mode de « vivre ensemble » comme nulle part ailleurs. Ils ont ciblé tout ce qui a distingué la Syrie à travers toute son Histoire.

L'Occident colonial est toujours colonialiste. Sa nature profonde n'a pas changé, même si ses méthodes sont différentes. Le fait que ses plans partagés avec ses valets arabes aient échoué ne signifie absolument pas qu'ils vont cesser de saigner la Syrie, car c'est une solution de remplacement qui leur permet d'atteindre à plus long terme les objectifs fixés dès le départ, malheureusement, avec la complicité de certains Syriens qui ont vendu leur patrie, à défaut de vendre un honneur dont ils sont fondamentalement dépourvus.

Notre vision était très claire depuis les premiers jours de l'agression. Vous vous rappelez sans doute des réactions négatives et incroyables, suite à ce que j'ai déclaré dès le tout début de la « crise ». À l'époque, beaucoup ont contesté les termes de « complot » et d'« agression » et n'ont acquis, que trop tard, la conviction que ce qui se passait dans le pays n'avait rien à voir avec les exigences légitimes d'un peuple persécuté, ni avec des manifestations réclamant liberté et démocratie, mais faisait partie d'un grand projet concernant l'ensemble de la région et qui ne s'arrêterait pas à nos frontières.

Une vision de plus en plus claire depuis l'invasion de l'Irak. À l'époque, nos prises de position contre cette invasion n'avaient pas été dictées par un désir de confrontation. Comme vous le savez, la diplomatie syrienne n'a jamais été marquée par les rododromes ou les « bandarades » [néologisme dérivé du prénom Bandar, NdT]. Si tel avait été le cas, nous aurions cherché inutilement la confrontation ou alors, nous aurions procédé comme le fait le « Frère Erdogan ». Il veut libérer le peuple syrien de l'oppression et rêve de prier à la mosquée des Omeyyades [à Damas]. Cependant, quand il s'agit de Gaza, il redevient le doux agneau qui voue à Israël le tendre sentiment d'un nourrisson pour le giron de sa mère et n'ose même plus exprimer le vœu de prier à la mosquée d'Al-Aqsa [à Jérusalem]. Vous avez bien noté, il souhaite juste prier à la mosquée des Omeyyades, non à celle d'Al-Aqsa.

C'est cela une rodomontade ! Quant à la bandarade, c'est lorsqu'un être humain choisit de se coucher à plat ventre et de devenir un agent à la solde de quelqu'un, même quand ce dernier n'en a pas besoin. Nous n'apprécions donc ni les rodomontades, ni les bandarades. Ces deux cas sont excessivement dangereux et mènent ceux qui les pratiquent, leurs États, et leurs peuples vers l'abîme.

Nos prises de position contre l'invasion de l'Irak n'étaient pas, non plus, dictées par un esprit de contradiction ou le désir de nous faire applaudir. Nous avons refusé cette invasion, car elle était le point de départ du sacre du confessionnalisme et de la partition. Nous étions réellement inquiets d'une telle évolution dangereuse et, à notre avis, inéluctable. C'est désormais une réalité que nous payons très cher.

Partant d'un raisonnement identique, nous avons mis en garde dès le début des événements que ce qui se passe en Syrie ne s'arrêtera pas là, mais ira bien au-delà, se répandant par le biais du terrorisme qui ne connaît pas de frontières. Certains avaient rétorqué : « le Président syrien menace le monde ! », alors que j'avais dit : « La Syrie est le centre de la région. C'est la ligne de fracture. Et si vous jouez avec, vous provoquerez un tremblement de terre dont les répliques ne s'arrêteront pas en Syrie mais s'étendront plus loin ». Ils ont considéré que le Président syrien menaçait pour menacer.

Or, ce que nous voyons aujourd'hui en Irak, en Syrie, au Liban, et dans tous les pays touchés par « la maladie du faux printemps », sans exception, ne constitue-t-il pas autant de preuves tangibles venues confirmer nos mises en garde sans cesse répétées ? Bientôt, d'autres pays arabes et d'autres pays de la région, ainsi que des pays occidentaux qui ont soutenu le terrorisme, auront à payer très cher. Beaucoup comprendront, probablement avec retard pour certains, que le combat du peuple syrien pour la défense de sa patrie les concerne, dans la mesure où il défend aussi de nombreux autres peuples qui seront exposés tôt ou tard au même terrorisme, du fait de la courte-vue de leurs politiciens, de leur ignorance absolue des intérêts de leurs pays, de leur réflexion superficielle, de leur faible capacité à appréhender notre région et à traiter avec ses peuples.

Ici, nous pouvons nous demander si, comme les occidentaux, nous sommes condamnés à ne tirer les leçons de nos expériences que trop tard. Serait-ce le cas ? Devions-nous attendre trois années et payer le prix de la courte vue de certains d'entre nous par le sang de nos enfants, nos âmes, notre économie, notre sécurité, notre réputation, avant de finir par découvrir que ce qui se passe chez nous relève d'un plan ourdi contre notre patrie et qu'il ne s'agit nullement de printemps, de liberté et de démocratie ? Devions-nous payer si cher, et continuer à payer, pour que certains puissent enfin réaliser que faute de conscience suffisante, ils ont créé un incubateur pour le terrorisme et un appui à l'agression ? Devions-nous attendre douze années pour comprendre que l'invasion de l'Irak allait amener le terrorisme et les vellétés de partition dans notre région ? Et plus encore, devions-nous attendre trente années et que les coupeurs de tête et mangeurs de cœur et de foie humains nous envahissent, pour découvrir que l'exploitation de la religion et le terrorisme sont les deux faces d'une même pièce de monnaie ? Notre expérience des crimes des « Frères du Diable » dans les années quatre-vingt n'aurait donc pas été suffisante pour que nous retenions les leçons ?

C'est tout au début de la « crise » que j'ai parlé de « Frères du Diable ». Certains ont déclaré que je coupais toute possibilité de dialogue, que je devais les considérer comme un parti politique et les nommer comme il se doit : « Les Frères Musulmans » ! À ceux-là, nous présentons toutes nos excuses, car cette appellation s'est révélée inadéquate. Il faudrait

que nous les désignons par « Diables » tout court, étant donné que les assassinats, le terrorisme, la corruption, la fitna [discorde] et tous les autres péchés sont de l'inspiration du Diable. Si les leçons du présent ajoutées aux précédentes de notre Histoire moderne ne suffisent pas à nous apprendre, cela voudra dire que nous n'apprendrons jamais rien et que nous ne serons pas en mesure de défendre notre patrie ni aujourd'hui, ni demain ! Et celui qui ne défend pas sa patrie, ni ne la préserve, ne la mérite pas, ni ne mérite d'y vivre.

Partant de ce qui précède, et étant donné la vision très claire que nous avons de ce qui se tramait contre la Syrie, nous avons décidé dès le début de l'agression de suivre deux voies parallèles : « frapper le terrorisme » sans relâche, et « travailler à la réconciliation » avec ceux qui voulaient revenir dans le droit chemin. Nous étions convaincus que les solutions efficaces étaient purement syriennes, sans aucune interférence de l'étranger à moins qu'il ne s'agisse d'un soutien honnête.

Tous ceux qui ont bien voulu emprunter ce chemin du retour ont découvert, par eux-mêmes, que l'État agissait comme une tendre mère, exprimant sa colère à l'égard d'un enfant ingrat, lui pardonnant en cas de sincère repentir. De fait, nombreux sont ceux qui sont revenus combattre dans les rangs de l'Armée nationale, jusqu'à offrir leur vie pour la défense de la patrie. Je renouvelle donc mon appel à ceux qui se sont laissés duper pour qu'ils déposent leurs armes, car nous ne cesserons de combattre les terroristes où qu'ils se trouvent jusqu'à ramener la sécurité sur tout le territoire syrien. Désormais, peu nous importe le traître, l'agent d'une puissance étrangère, ou le corrompu, car le pays s'est nettoyé de lui-même de tous ceux-là. Ils n'ont plus leur place ni de considération parmi les Syriens.

Quant à ceux qui attendent la fin de la guerre grâce à une médiation étrangère, ils sont dans l'illusion, pour la bonne raison que la « solution politique », dont ils parlent, se fonde sur les réconciliations en interne, lesquelles ont d'ores et déjà prouvé leur efficacité dans plusieurs régions du pays. Nous insistons toujours sur la poursuite de cette voie à cause de ce qu'elle implique en matière de vies syriennes épargnées, de restauration de la sécurité, de reconstruction du pays, de retour des personnes déplacées et de route coupée à tous les plans externes fondés sur des lacunes internes.

Les réconciliations nationales ne remplacent pas le « dialogue national », initié par l'Etat, avec les forces et partis politiques, ainsi qu'avec les représentants de la société. L'État poursuivra ce dialogue avec ouverture à toutes les idées. Le dialogue n'est donc pas exclusivement lié à la crise actuelle et à ce qui l'a précédé ou en a résulté, mais concerne aussi l'avenir du pays et les prérogatives de l'État dans tous les domaines, sans exception aucune.

Ceci étant dit, bien que l'Etat ait tendu la main à « tous » au début de la crise, aujourd'hui, suite au prix cruel payé par la nation, ce dialogue n'intégrera plus les forces qui se sont révélées antipatriotiques. Autrement dit, les forces qui ont fui le dialogue en pariant sur le rétablissement de l'équilibre en leur faveur pour finalement décider de changer de cap une fois leur pari perdu, et les forces qui ont prétendu se soucier de la patrie alors que par leurs déclarations elles servaient de couverture aux terroristes, contre promesses et finances offertes par l'étranger ! Quant à ceux qui sont notoirement dépendants de l'étranger, nous ne dialoguons pas avec eux en tant que Syriens, mais en tant que représentants des États auxquels ils ont prêté allégeance, et au nom desquels ils s'expriment.

Cette crise a prouvé la réalité du « vivre ensemble » entre Syriens et a réfuté

l'argumentation pernicieuse tournant autour d'une « guerre civile », dans le but de cacher qu'il s'agit d'une agression extérieure par l'intermédiaire d'une instrumentation interne. En effet, l'utilisation désormais exclusive de cette expression pour décrire ce qui se passe en Syrie n'est rien d'autre qu'une tentative supplémentaire pour donner une couverture légitime aux terroristes, lesquels seraient partie prenante dans un conflit entre Syriens, non des instruments méprisables aux mains de l'étranger.

De plus, une guerre civile est censée s'accompagner de lignes de démarcation entre des ethnies, des confessions, et n'importe quels groupes rivaux ; lesquelles lignes séparent clairement les différentes composantes sociales avant de mener à l'effondrement complet de l'État et de la société. Est-ce cela que nous observons en Syrie ? Peut-on parler de « guerre civile » et de « division » alors que l'Armée, les institutions, la rue, et la population restent unies ? Une illusion dont ils veulent nous convaincre, alors que la réalité est à l'opposé !

La réalité est que « nous sommes désormais au-delà de la coexistence » qui prévalait avant les événements. Nous vivons les débuts d'une « fusion » complète entre les Syriens. Les images des Syriens de toutes les confessions se rendant aux urnes, le consensus populaire, et la forte participation aux élections ne font que confirmer cette évidence. Tels les membres d'un seul corps, toutes les composantes ethniques et confessionnelles de la société se rejoignent pour s'entraider et servir ce même corps auquel elles appartiennent, quelles que soient leurs couleurs et leurs fonctions. Il n'est donc plus question de coexistence ou de tolérance, mais de complémentarité et de cohésion.

Il n'empêche que nous ne pouvons vraiment avancer vers l'avenir sans parler, en toute transparence, des racines de ce qui nous arrive au présent. Autant ce peuple a démontré son patriotisme, autant ce fut douloureux, honteux et même infamant qu'une partie, aussi minime soit-elle, ait été le point d'appui de cette guerre. Sans sa participation, l'irruption des terroristes étrangers, les ingérences politiques et économiques, les interventions militaires, et même les tentatives d'atteinte à la souveraineté nationale n'auraient pas été possibles. Par conséquent, même si les facteurs externes sont manifestes, étant donné les déclarations des agresseurs et de leurs instruments, ce facteur interne est fondamental pour traiter la situation actuelle et éviter qu'elle ne se reproduise à l'avenir. Malgré le consensus parmi les Syriens, lesquels considèrent que la raison ayant poussé ceux-là à détruire la patrie est l'ignorance, nous pensons que cette crise s'est principalement fondée sur un « déficit moral ».

En effet, c'est l'absence de morale qui défigure les lois, méprise l'honneur, vend les patries, et mène à l'anéantissement des nations. C'est le plus grand obstacle au développement des sociétés, lequel ne dépend pas uniquement des règles et des lois aussi précieuses soient-elles, mais dépend essentiellement d'une éducation fondée sur la moralité. Sans morale, il n'y a pas de développement ; ces deux exigences étant inséparables. Les comportements moraux peuvent mener à la bonne application des lois, et les bonnes lois peuvent développer la morale, à condition d'en avoir semé les graines préalablement dans la famille et la société.

Dans la pratique, les règles supposent que l'être humain existe pour servir les autres et profiter d'un service public, qu'il soit salarié, fonctionnaire, et même membre d'une association de bienfaisance. Par conséquent, sans morale, le sentiment national n'habiterait pas notre conscience et le service public n'aurait plus de sens. Chacun d'entre nous agirait en égoïste et aux dépens d'autrui. C'est ce que nous avons largement observé au cours de



cette crise, où beaucoup n'ont pas pris les armes, mais ont volé, extorqué et pillé, se révélant aussi dangereux que les terroristes.

C'est ainsi que le déficit moral nous éloigne de nos objectifs car, à un moment donné, nous ne disposons plus des outils nécessaires à leur concrétisation. Ce qui fait que nous voulons le développement sans pouvoir y parvenir et que nous voulons lutter contre la corruption sans pouvoir l'atteindre.

Aborder cette question, n'est ni une dispense de la révision des lois et des règlements, ni un prétexte pour soustraire l'État à ses responsabilités. Si les comportements moraux et l'éducation à l'éthique sont essentiels, le rôle de l'État et de ses institutions sont fondamentaux, sans oublier que toute construction en l'absence de fondations solides est vouée à l'effondrement. D'où l'importance de « la lutte contre la corruption » car ces deux sujets [déficit moral et corruption] sont étroitement liés ; la corruption morale étant le plus grand défi posé à toutes les sociétés et à tous les États. Elle est à la base de la corruption administrative et financière, lesquelles engendrent une corruption plus grave encore : la corruption nationale génératrice d'individus qui vendent leur patrie et le sang de leurs enfants au plus offrant.

Par conséquent, la lutte contre la corruption doit être menée sur plusieurs axes à fois et en même temps. Frapper d'une poigne de fer tout corrompu avéré est nécessaire, mais n'empêche pas l'apparition d'autres corrompus plus rusés et plus subtils qui resteront impunis et qui perpétueront indéfiniment les conditions servant leurs seuls intérêts. Placer la lutte contre la corruption au sommet de la pyramide n'est donc pas suffisant, mais nécessite une réforme administrative des institutions publiques qui se situent au centre de cette pyramide. C'est une réforme globale que nous avons initiée depuis des années et que nous poursuivons, étape après étape, mais il est indubitable qu'elle a été retardée par la crise.

Un deuxième axe porte sur la révision des programmes éducatifs de telle sorte qu'ils ne se contentent pas d'enseigner, mais aussi d'éduquer. Il s'agit d'un travail monumental que le Ministère de l'Éducation a pris en main depuis un an déjà ; mais là aussi, l'application des programmes est nécessairement progressive et de longue haleine. Dans ce contexte, il est d'autant plus important que cette évolution concerne aussi les institutions religieuses censées former des cadres responsables dont nous avons un grand besoin, aujourd'hui plus que jamais ! Dans ce but, le Ministère des Waqfs, les ulémas syriens et les religieux ont franchi un grand pas en collaborant notamment à la révision des références, et les institutions religieuses ont d'ores et déjà initié cet apprentissage et le poursuivront.

Bien sûr, nous ne devons pas oublier le rôle important des médias, lesquels ne changeront pas grand-chose s'ils se contentent de parler des corrompus, de les critiquer, voire de les attaquer publiquement. Seules des investigations sérieusement menées, avec preuves à l'appui, pourront être tenues en compte par les inspecteurs et les tribunaux chargés de lutter contre la corruption.

Tel est le rôle de l'État, c'est le chemin le plus court et le plus rapide. Mais le rôle le plus important, qui s'exerce sur des années et se situe à la base de cette pyramide, donc au fondement même de la lutte contre la corruption, revient à la société et plus particulièrement à la famille.

Pour produire une société non corrompue, nous devons tous donner, pères et mères, « la

bonne éducation » à nos enfants. Posons-nous la question de savoir si ce que nous avons observé comme corruptions, exploitations, enlèvements, vols, trahisons, et multiples autres vices, seraient apparus dans notre société si les parents de ces délinquants leur avaient assuré une bonne éducation. D'autre part, qu'en est-il des millions de personnes honnêtes, travaillant dans les deux secteurs public et privé ? Qu'en est-il de tous ces jeunes qui ont décidé de s'engager quitte à mourir pour la défense de la patrie ? Qu'en est-il des citoyens qui ont poursuivi leurs devoirs vis-à-vis de la nation, et des familles qui ont résisté sans jamais abandonner leur terre malgré les conditions difficiles ? Tous ceux-là n'ont pas agi sur ordre d'un supérieur ou selon des directives administratives. Ils l'ont fait parce que leur famille leur ont inculqué la bonne éducation, offrant ainsi des personnes honnêtes et patriotes à la communauté nationale.

Une éducation qui fait que le citoyen respecte la loi par conviction non par crainte d'une punition, que le fonctionnaire est motivé par le service public non par un intérêt personnel et que le propriétaire d'un capital est conscient que par sa dérobade à l'impôt, il vole 23 millions de personnes quand un simple voleur vole une ou quelques personnes.

C'est cette base éducative qui engendre un citoyen prêt à aider sa famille et sa société en période de crise au lieu de les exploiter, c'est celle qui empêche un citoyen de devenir un mercenaire utilisé contre sa patrie à chaque fois qu'un conspirateur ou un étranger le sollicite, c'est celle qui permettra à l'État de mener ses autres entreprises en profondeur et avec plus d'efficacité. Faisons donc en sorte que la lutte contre la corruption devienne notre priorité, non seulement pour les autorités concernées, mais pour chacun d'entre nous. Ne nous contentons pas d'en parler, attaquons nous à ses racines, et cessons de nous accrocher à ses branches !

Mesdames et Messieurs, les États qui se tiennent derrière le terrorisme ont tenté de détruire tous les fondements de la vie en Syrie. Parallèlement aux opérations meurtrières qui ont touché toutes les franges de la population sans exception ni discrimination, ils se sont acharnés à détruire systématiquement nos infrastructures bâties après des décennies d'efforts, d'argent, et de sueurs, par des générations de Syriens. Il est indubitable que ces destructions globales ont frappé chacun des citoyens dans sa vie quotidienne, ses moyens de subsistance, et ses biens propres. D'où notre souci supplémentaire concernant les biens des particuliers.

Ceci sans oublier les raids permanents des terroristes sur les champs de pétrole représentant les revenus financiers majeurs de la trésorerie nationale, les attaques des conduites de gaz alimentant les centrales électriques, les attaques de ces mêmes centrales pour les détruire, le sabotage des lignes électriques qui relient les villes de chaque gouvernorat ; ce qui n'autorise plus que quelques heures d'électricité par jour, partout dans le pays. Quant au tourisme qui était en plein essor et une source importante de revenus pour l'État et les citoyens, nous pouvons dire qu'il est presque tombé à zéro. Ce vandalisme généralisé a nécessairement modifié les priorités de l'État, d'autant plus que nombre d'individus dénués de conscience ne règlent plus leurs factures et leurs impôts.

Tous ces problèmes se sont accumulés et ont conduit à une situation économique difficile ressentie par chaque citoyen syrien, sans exception. De plus, les pires dommages ont touché les infrastructures vitales pour l'économie. L'accent devra être mis sur leur reconstruction ainsi que sur la reconstruction des logements, des usines, des routes, et de tout ce qui a été détruit ou ruiné. D'où un énorme secteur concernant tous les citoyens par ses retombées positives sur tous les autres secteurs économiques, en sachant que « pas de

reprise économique envisageable sans reconstruction » !

Oui... Mesdames et Messieurs, « la reconstruction est le titre de la prochaine étape économique ». Nous allons tous ensemble consacrer nos efforts à ce secteur ainsi qu'aux secteurs complémentaires. Ici, j'insiste sur l'artisanat et les petites et moyennes entreprises susceptibles de se développer rapidement et de créer nombre d'emplois. De plus, nous continuerons à soutenir les deux secteurs stratégiques : le secteur public et le secteur agricole. Ils ont été et demeurent des leviers fondamentaux de l'économie syrienne et sont, aujourd'hui, les plus importants facteurs de résistance à la crise.

Dire que « la reconstruction est le titre de la prochaine étape économique » ne signifie pas qu'il faille attendre la fin de la crise. Nous devons commencer dès aujourd'hui. Pour sa part, l'État a déjà voté des lois encourageant et facilitant l'investissement dans ce domaine. Ainsi, le gouvernement a récemment adopté toute une législation concernant la « zone Kafarsouseh » dans la région de Damas. C'est par cette zone que nous démarrerons la reconstruction. Elle associera des propriétaires fonciers – qui ne sont pas nécessairement des gens aisés, la plupart sont plutôt pauvres parce qu'ils n'ont pas pu exploiter leur terre pour de multiples raisons – des entrepreneurs, des travailleurs, et l'État qui possède des parts. La répartition des quotas sera achevée dans un mois environ, et il est prévu que nous ayons démarré la reconstruction de cette zone vers la fin de cette année ou le début de l'année prochaine, avec application de ce modèle à toutes les régions frappées dans d'autres provinces syriennes, si les conditions de sécurité le permettent.

Démarrons donc, main dans la main, la reconstruction de la Syrie pour rester dignes d'elle et que notre course contre le temps soit pour la reconstruire, non pour la détruire ! Prouvons, comme nous le faisons depuis trois ans, que la volonté des Syriens est beaucoup plus forte que les exactions des terroristes et des agents à la solde de l'étranger.

Chers frères et sœurs, en ce jour, nous nous dirigeons tous vers une nouvelle étape. À ce stade, ce qui compte le plus est notre consensus sur la protection de la patrie, sa reconstruction morale, psychologique, physique, matérielle... et c'est aussi notre consensus sur « l'éradication du terrorisme » et le travail au retour de ceux qui ont dévié du droit chemin dans le giron de cette même patrie.

Et puisque nous regardons vers l'avenir, admettons que nous avons besoin de combler d'immenses lacunes au niveau national. Ce qui implique que nous conjugions nos efforts, que nous nous épaulions les uns les autres pour aborder ensemble cette nouvelle étape, et qu'il y ait « relation interactive » entre le peuple, ses autorités dirigeantes et son gouvernement. Diriger et gouverner ne signifient pas négliger l'avis du peuple, ni que le peuple compte uniquement sur ses dirigeants.

Si nous voulons réussir, nous devons marcher ensemble vers l'avenir que nous souhaitons. D'où le slogan « sawa » [ensemble] qui veut que nous partagions le sens des responsabilités tout au long de notre parcours et que c'est ensemble que nous reconstruirons ce qui a été détruit. Nous continuerons à frapper le terrorisme, comme nous poursuivrons les réconciliations dans toutes les régions du pays jusqu'à ce qu'il ne reste plus un seul Syrien dans les centres de relogements et dans les camps de réfugiés. Nous lutterons contre la corruption par la Loi et la morale. Nous renforcerons nos institutions par l'égalité des chances et l'élimination du favoritisme. Nous n'avons donc aucune raison pour rester inactifs ou négatifs face aux défis qui nous attendent.

La plupart des aspects négatifs de notre société sont le produit d'une certaine culture qui s'est ancrée dans nos esprits. Elle doit laisser place à une culture de l'initiative, de la coopération et du souci d'autrui plutôt que de sombrer dans l'individualisme et le défaitisme. Certains demanderont : « Comment faire si les fonctionnaires ne répondent pas à nos initiatives ? ». Question correcte, mais il n'est pas possible de généraliser un cas à l'ensemble des fonctionnaires. Il y aura toujours quelqu'un qui entend et qui s'intéresse. À nous de ne pas baisser les bras et d'insister par tous les moyens pour nous faire entendre afin de contribuer à construire, à développer et à rectifier les erreurs.

Je suis parfaitement conscient que les attentes sont nombreuses dans ce que je viens de dire. Je sais aussi que les attentes sont beaucoup plus nombreuses que les points abordables dans un simple discours. Des attentes légitimes dans leur grande majorité et souvent très logiques, mais les guerres imposent des « priorités » qu'il est absolument indispensable d'identifier. Nous avons une Armée héroïque qui défend la patrie au prix de milliers de martyrs, des victimes innocentes du terrorisme qui tombent tous les jours, des citoyens enlevés ou portés disparus qui ont laissé derrière eux des familles qui n'espèrent plus que leur retour, d'autres qui ont dû quitter leur domicile et sont devenus des sans-abri, et d'autres encore qui ne peuvent même plus avoir une vie décente... Par conséquent, il est impossible qu'à ce stade d'autres priorités l'emportent sur les préoccupations concernant autant de compatriotes.

Lorsque nous parlons de martyrs et de citoyens innocents massacrés, nous n'alignons pas des chiffres. Derrière eux, il y a des familles qui ont perdu un père, une mère, un frère, une sœur, un fils, une fille... Et lorsque nous parlons de citoyens portés disparus, il est impératif que notre première priorité soit de chercher à savoir ce qu'ils sont devenus et comment les retrouver. Ajoutez à cela que certains n'arrivent même plus à se nourrir !

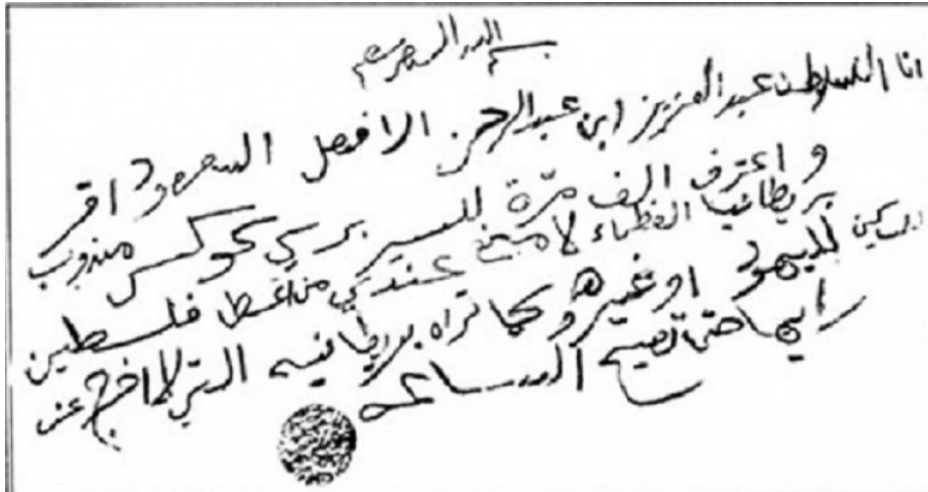
Certes, nous avons une certaine pauvreté avant cette crise, mais elle n'est absolument pas comparable à celle qui sévit aujourd'hui. C'est pour soulager tous ceux-là et réaliser nos objectifs que nous devons consacrer tous nos efforts à soutenir nos Forces armées, aussi bien au niveau de l'État que de la société. Car nous ne pouvons dire aux familles des disparus, des militaires, des affamés que les priorités de ceux qui en ont assez, ou qui ont perdu tout enthousiasme, passent avant les leurs. Ignorer cela reviendrait à un déni de réalité.

Chers frères et sœurs, c'est votre ferme résistance qui a officiellement annoncé la mort du faux printemps arabe pour rediriger la boussole dans la bonne direction. S'il s'était agi d'un vrai printemps, il aurait commencé dans « les pays de l'arriération arabe ». Et s'il s'était agi d'une révolution des peuples pour la liberté, la démocratie et la justice, il aurait commencé dans les pays les plus rétrogrades, les plus oppressifs et les plus tyranniques. Ces pays qui sont derrière chaque « nakba » [catastrophe] qui a frappé cette nation, chaque guerre menée contre elle, et à l'origine de toutes les déviations intellectuelles et de toutes les dépravations morales. Ces pays qui représentent la plus importante réalisation de l'Occident, la meilleure cause des succès d'Israël et de son installation pérenne dans notre région. En témoigne leur position actuelle face à l'agression israélienne sur Gaza.

Mais, qu'en est-il de l'ardeur et de la prétendue bienveillance dont ils auraient témoigné vis-à-vis de la Syrie ou du peuple syrien ? Pourquoi n'ont-ils pas soutenu Gaza ? Où sont donc passés leurs djihadistes ? Pourquoi ne les ont-ils pas envoyés pour défendre nos proches en Palestine ? Pour répondre à toutes ces questions, Mesdames et Messieurs, il nous faut savoir ce qui se passe actuellement à Gaza.

Ce qui se passe à Gaza n'est pas un événement isolé ou instantané. Depuis l'occupation de la Palestine jusqu'à l'invasion et les tentatives actuelles de partition de l'Irak après partition du Soudan, nous avons plutôt eu à faire à une série impeccable planifiée par Israël et l'Occident. Pour nous, ce sont des évidences ! Ajoutons que l'exécution des plans successifs est toujours passée par les États de la tyrannie et de l'arriération.

Mais parlons des faits plutôt que de rester dans la théorie. N'est-ce pas Abdul Aziz bin Abdul Rahman Al-Faisal qui a confirmé à la Grande-Bretagne « qu'il ne voyait pas d'inconvénient à donner la Palestine aux pauvres juifs » en 1915 ?



(بسم الله الرحمن الرحيم)  
 أنا السلطان عبد العزيز بن عبد الرحمن آل فيصل آل سعود، أقر وأعترف أنك مرة لسير برسي كوكس، مندوب بريطانيا العظمى، لا مانع عندي من إعطاء فلسطين للمساكين اليهود أو غيرهم، كما تراه بريطانيا، التي لا أخرج عن رأيها، حتى تصيح الساعة.

Ces États [du Golfe], n'ont-ils pas incité l'Occident et Israël à lancer l'agression de 1967, dont nous payons toujours la facture, pour se débarrasser du « phénomène Gamal Abdel Nasser » qui, à l'époque, avait menacé leurs trônes ?

Ces États [du Golfe], n'ont-ils pas soutenu l'Iran sous le règne du Shah, pour tout de suite se retourner contre ce pays lorsque le gouvernement iranien, d'après la Révolution, a décidé de soutenir la Palestine et a transformé l'ambassade d'Israël en ambassade palestinienne ?

Ces États [du Golfe], n'ont-ils pas soutenu les crimes des Frères Musulmans et des « Frères du Diable », en Syrie, dans la seconde moitié des années soixante-dix jusqu'aux années quatre-vingt ? Et ne les ont-ils pas soutenus contre le peuple syrien et son État qui n'avait jamais commis d'acte hostile à leur égard ?

Ce sont ces mêmes États [du Golfe] qui ont avancé en 1981 « l'Initiative de paix » présentée par le prince Fahd, menaçant les Palestiniens de rivières de sang en cas de refus. Et, effectivement, à peine un an après le refus de cette initiative par les factions palestiniennes,

arriva l'invasion israélienne du Liban qui se solda par la sortie de l'OLP, non par souci de protéger le Liban, mais pour protéger Israël.

Ce sont toujours ces mêmes États [du Golfe] qui nous ont surpris par la plus étrange des initiatives résumée en trois mots « Normalisation contre Paix », ensuite modifiée pour devenir « l'Initiative de paix arabe » au sommet de Beyrouth en 2002. La version modifiée était moins mauvaise que la version initiale et a été jugée ne pas valoir le prix de l'encre ayant servi à la rédiger par le Premier ministre israélien Ariel Sharon, lequel ne tarda pas à lancer une attaque contre les Palestiniens. Une attaque qui se solda par des centaines de martyrs, en particulier à Naplouse et à Jénine.

Et puis quand Israël a attaqué le Liban en Juillet 2006, le nommé « Saoud » a considéré que les résistants libanais étaient inconscients et téméraires, pendant que ces États [du Golfe] faisaient pression sur l'Occident et Israël pour qu'il n'accepte pas un cessez-le-feu avant l'élimination de la Résistance libanaise.

Et c'est justement parce que ces États [du Golfe] ont réussi leurs missions qu'ils ont été chargés de financer le chaos intitulé « Printemps arabe » et ont reçu les commandes de la Ligue arabe, une fois que d'autres pays arabes ont abdicqué ; ceci pour réduire son rôle à lancer des appels à l'OTAN et à assiéger les peuples arabes et les États qui se rebelleraient contre leurs maîtres.

Tous ces événements et bien d'autres font partie d'une série continue pour dissoudre la question palestinienne. Tout l'argent versé par ces États [du Golfe] depuis leur création n'a été dépensé qu'à cette fin. Et les voici aujourd'hui à Gaza tenir le même rôle qu'ils ont joué en Syrie. Là bas, à travers le « terrorisme israélien ». Ici, à travers un terrorisme issu de quatre-vingt-trois nationalités. Les procédés sont multiples, mais le but est toujours le même et c'est toujours le même maître.

Ce qui nous amène à souligner un autre sujet d'importance. Certains se disent indifférents à ce qui se passe à Gaza avec la conviction que nous avons, nous-mêmes, suffisamment de soucis et de problèmes. D'autres expriment leur ironie face à cette agression d'Israël sur les Palestiniens, par réaction à l'ingratitude et au peu de fidélité de certains d'entre eux malgré tout ce que la Syrie leur a offert depuis des décennies. Ces deux comportements relèvent de la naïveté, car ce qui se passe en Syrie et dans toute la région est directement en rapport avec la Palestine et ce qui se passe dans les territoires palestiniens. Dans ce cas précis, se distancier c'est comme regarder le feu dévorer la maison du voisin sans rien faire pour l'aider à l'éteindre en pensant être à l'abri, alors qu'il avance petit à petit.

Par conséquent, ceux qui pensent que nous pouvons vivre en toute sécurité et nous distancier de la question palestinienne sont dans l'illusion, car elle restera la question centrale fondée aussi bien sur nos principes et sur les réalités qui s'imposent et démontrent l'étroite corrélation entre ce qui se passe en Syrie et ce qui se passe en Palestine ; d'autant plus que nous n'ignorons pas l'étroite corrélation entre les politiques internationales et régionales quand il s'agit de notre région.

Tout ceci exige que nous distinguions le peuple palestinien qui résiste, et que nous devons soutenir, des comédiens qui portent le masque de la résistance en fonction de leurs intérêts, pour soigner leur image ou se saisir d'un certain pouvoir. Sinon, nous ne ferions que servir, consciemment ou inconsciemment, les objectifs israéliens qui visent à encore plus nous déchirer et à nous faire croire que nos crises sont locales et isolées les unes des autres.

Croire en une telle illusion nous poussera à prendre les mauvaises décisions menant à des solutions inefficaces qui feront que nous ne pourrons régler aucun des problèmes rencontrés par nos États respectifs.

Mesdames et Messieurs, un peuple tel que le vôtre qui a tenu bon, qui a résisté, et qui est resté sur place dans un pays soumis à une agression d'une cruauté inégalée, est un peuple digne de la plus haute considération et du plus grand respect ; un peuple digne de sa terre, de son histoire et de sa civilisation ; un peuple qui a rendu à la Révolution son véritable sens ; un peuple qui a prouvé que les Syriens vivent et meurent avec honneur, leur dignité étant plus précieuse que la vie elle-même, et leur foi en Dieu étroitement liée à leur foi en leur terre, leur patrie, et leur peuple.

Bien que nous ayons accompli dernièrement de grands exploits dans notre guerre contre le terrorisme, nous ne pourrons jamais oublier notre « Raqqa » bien aimée que nous libérerons avec la grâce de Dieu. Quant à « Alep » la résistante et à ses habitants héroïques, nous ne connaissons jamais la paix de l'esprit avant qu'ils ne retrouvent la liberté et la sécurité. Les opérations militaires quotidiennes autour de cette ville et le nombre de martyrs, venus de toutes les régions du pays pour la défendre au prix de leurs vies, témoignent clairement qu'Alep est dans le cœur de chaque Syrien. Comment se peut-il qu'un corps oublie son cœur ?

Toutes mes salutations à l'Armée arabe syrienne, à ses officiers et à chacun de ses soldats qui ont tout donné pour défendre la patrie, laissant derrière eux leurs familles avec la ferme intention de se défendre eux-mêmes pour les retrouver sains et saufs.

Toutes mes salutations aux Comités de défense populaire, à tous ces jeunes hommes et à toutes ces jeunes filles qui ont pris les armes pour défendre l'honneur et la dignité de leur patrie jusqu'à devenir des auxiliaires précieux de notre Armée dans de nombreuses régions du pays.

Et surtout, toutes mes salutations à ce peuple qui, en soutenant son Armée et ses enfants partis au combat, a grandement contribué à leurs exploits.

Nous n'oublierons pas les fils fidèles et héroïques de la Résistance libanaise qui se sont tenus aux côtés de notre Armée pour livrer, ensemble, des batailles honorables des deux côtés de nos frontières communes. Nous leur adressons nos salutations ainsi qu'à chacune des familles de leurs martyrs, lesquelles nous ont rendu fidélité pour fidélité en considérant que le devoir de défendre la Syrie était tout aussi impérieux que la défense du Sud-Liban.

Tous nos remerciements à l'Iran, à la Russie et à la Chine ; ces pays qui ont respecté les décisions du peuple syrien tout au long de trois longues années et ont justement défendu toutes les conventions de la Charte des Nations Unies relatives au respect de la souveraineté des États et à la non-ingérence dans leurs affaires intérieures.

Honorables Syriens, des défis considérables et de grandes tâches nous attendent. Notre réussite malgré les difficultés et notre confiance en nous-mêmes ne signifient pas qu'il faille baisser notre garde. Nos ennemis sont perfides, mais notre détermination est forte. C'est par notre volonté que nous transformerons l'adversité en fortune. Et si le prix que nous avons payé est exorbitant, faisons en sorte que l'avenir soit à la hauteur de tout ce que cela nous a coûté.

Une nouvelle étape commence. Nous y sommes préparés, car la Syrie mérite tous nos efforts. Nous ne lui refuserons rien, tout comme nos héros ne lui ont refusé ni leur sang, ni leur vie.

Quant à moi, je resterai toujours vôtre. Je vivrai parmi vous, m'inspirant de vous et me dirigeant grâce à votre vigilance. Avec vous... main dans la main.

Et la Syrie restera une citadelle imprenable pour elle-même et pour sa dignité.

Que la paix soit sur vous !

**Dr Bachar al-Assad**

Président de la République arabe syrienne.

Mercredi 16 juillet 2014, Damas.

### Sources :

Agence de presse arabe syrienne : [SANA](#)

Vidéo : TV Syria [Al-Fadaiya]

<http://www.youtube.com/watch?v=Htj8ZmchRo4>

Traduction : Mouna Alno-Nakhal pour [Mondialisation.ca](#)

La source originale de cet article est [Sana](#)  
Copyright © [DR Bachar al-Assad](#), [Sana](#), 2014

---

Articles Par : [DR Bachar al-Assad](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.



Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)